Cahiers québécois de démographie



United Nations. Levels and Trends of Contraceptive Use as Assessed in 1988. New York, United Nations, Department of International Economie and Social Affairs, ST/ESA/SER.A/ 106, 1989, 570 pages.

Nafissatou Jocelyne Diop

Volume 20, Number 1, Spring 1991

URI: https://id.erudit.org/iderudit/010075ar DOI: https://doi.org/10.7202/010075ar

See table of contents

Publisher(s)

Association des démographes du Québec

ISSN

0380-1721 (print) 1705-1495 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Diop, N. J. (1991). Review of [United Nations. Levels and Trends of Contraceptive Use as Assessed in 1988. New York, United Nations, Department of International Economie and Social Affairs, ST/ESA/SER.A/ 106, 1989, 570 pages.] Cahiers québécois de démographie, 20(1), 178–180. https://doi.org/10.7202/010075ar

Tous droits réservés © Association des démographes du Québec, 1991

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/



UNITED NATIONS. — Levels and Trends of Contraceptive Use as Assessed in 1988. New York, United Nations, Department of International Economic and Social Affairs, ST/ESA/SER.A/106, 1989, 570 p.

Cette étude passe en revue les niveaux et les tendances de l'utilisation de la contraception dans le monde. En 1983, la moyenne mondiale de la prévalence contraceptive se situait aux environs de 50 % des couples dont la femme était en âge de procréer. Le niveau moyen d'utilisation va de 70 % des couples dans les pays développés à 45 % dans les pays en voie de développement, mais il existe de grandes variations selon les régions. Un nombre croissant de pays en voie de développement ont des niveaux de prévalence allant de 50 % à 80 % comme les pays développés. Cependant, certaines zones, comme l'Afrique subsaharienne et une partie de l'Asie, restent à de bas niveaux. On considère que l'utilisation de la contraception a connu une accélération, surtout au cours des deux dernières décennies, et que les niveaux d'utilisation de la contraception expliquent environ 85 % des variations des niveaux de fécondité.

Même quand la prévalence contraceptive s'est stabilisée, comme dans les pays développés, les méthodes de contraception utilisées continuent de changer. Dans les pays développés comme dans ceux en développement, les méthodes modernes attirent de plus en plus d'utilisateurs. La stérilisation féminine et la stérilisation masculine comptent pour environ 35 % de toutes les pratiques contraceptives. Dans plusieurs pays, l'augmentation de la stérilisation s'accompagne d'une baisse de la contraception orale. On peut noter aussi l'apparition de nouvelles méthodes de contraception telles que la contraception hormonale injectable, les implants hormonaux souscutanés et les bagues vaginales. D'autre part, les anciennes méthodes comme les spermicides, les condoms, la pilule et le DIU offrent aujourd'hui plus d'efficacité et sont plus faciles à utiliser qu'il y a 10 ou 15 ans.

Une augmentation plus importante de l'utilisation de la contraception sera néamoins nécessaire pour que la fécondité des régions en développement descende au niveau prévu par les projections démographiques. L'hypothèse moyenne de projection prévoit que le taux de fécondité générale passera de 3,7 enfants par femme en 1985-1990 à 3,0 enfants en 2000-2005, et à 2,4 enfants par femme en 2020-2025. Il a été estimé que, pour que les régions en développement parviennent à ce

déclin de fécondité, la prévalence contraceptive devra y passer de 45 % (niveau actuel) à 58 % en l'an 2000 et à 71 % en 2025.

En termes de pourcentage, le nombre d'utilisateurs de la contraception devra augmenter beaucoup plus que le niveau de prévalence, puisque le nombre de femmes en âge de procréer va continuer à augmenter pendant cette période. En fait, pour que le déclin de la fécondité se situe au niveau prévu par les projections, le nombre d'utilisatrices de la contraception doit augmenter d'environ 150 % par rapport à celui de 1987; environ la moitié de cette augmentation est nécessaire seulement pour maintenir le rythme actuel. Une accélération de la prévalence est également nécessaire pour que soient atteintes les projections de déclin rapide de la fécondité en Asie du Sud et en Afrique. En Afrique, les projections laissent prévoir un faible déclin de la fécondité dans un futur proche. Après 2000-2005, cependant, elles indiquent un rapide déclin de la fécondité.

En dépit d'une rapide expansion des programmes de planning familial durant les dernières décennies, le faible accès aux services est encore le plus grand obstacle à l'utilisation de la contraception dans les pays en développement. Les estimations faites en 1982 montrent que la moitié de la population n'a un accès facile à la contraception moderne que dans 40 % des pays en développement. Certains sous-groupes, tels que les adolescentes et les pauvres, ont de la difficulté à recevoir les services.

En 1986, 86 % des gouvernements soutenaient directement ou indirectement les programmes de planning familial. En termes financiers toutefois, plusieurs programmes de planning familial dépendent des donateurs internationaux. En Afrique subsaharienne, les programmes, pour la plupart très récents, dépendent fortement de ces donateurs : seulement 4 sur 20 reçoivent la moitié de leur support des familles.

Les projections de population prévoient qu'en Afrique l'indice synthétique de fécondité passera d'environ 6 enfants par femme (niveau actuel) à 3 enfants par femme en 2025. Cela sous-entend que le désir d'avoir une grande famille s'affaiblira. Actuellement, la demande de services de planning familial y est plus faible qu'en Asie et en Amérique latine. En Afrique subsaharienne, l'utilisation de la contraception a pour but, dans les trois quarts des cas, d'espacer les naissances et non de les limiter. Le recours à la contraception pour espacer les naissances est d'autant plus nécessaire que les moyens tradi-

tionnels, tels que l'abstinence post-partum et l'allaitement prolongé, sont de moins en moins employés.

Nafissatou Jocelyne DIOP
